

Europe

# LA « RÉVOLUTION DES FLAMANTS ROSES » : L'ALBANIE EN QUÊTE DE DÉMOCRATIE, L'EUROPE À L'ÉPREUVE

Gresa Hasa, Florent Marciacq

26/06/2026

**Depuis plusieurs semaines, l'Albanie connaît une mobilisation citoyenne sans précédent. Initialement provoquées par l'opposition à un projet de tourisme de luxe dans des espaces protégés, les manifestations se sont étendues à d'autres revendications pour plus de démocratie et de transparence, et posent en creux la question de la compatibilité entre développement économique, stabilité politique et État de droit. Une question à laquelle l'Union européenne ne pourra se soustraire, l'Albanie étant un pays candidat à son adhésion, comme le notent Gresa Hasa, doctorante à la faculté de droit et au Center for Southeast European Studies de l'Université de Graz en Autriche, et au BiEPAG Fellow 2026<sup>1</sup>, et Florent Marciacq, codirecteur de l'Observatoire des Balkans à la Fondation Jean-Jaurès<sup>2</sup>.**

## Introduction

Ce qui a commencé comme une opposition à des projets de tourisme de luxe dans les écosystèmes protégés de l'île de Sazan et du lagon de Vjosa-Narta s'est transformé en l'un des mouvements de protestation les plus importants que l'Albanie ait connus depuis des décennies. D'abord déclenché par des projets d'investissement controversés liés à Jared Kushner et Ivanka Trump, le mouvement s'est rapidement étendu au-delà des préoccupations environnementales. Il est devenu le vecteur d'une contestation plus large d'un ordre politique et économique que de nombreux Albanais associent à la corruption, à l'influence oligarchique, à une faible redevabilité démocratique et à la privatisation progressive des biens publics.

Le flamant rose, l'une des espèces emblématiques de l'écosystème de Vjosa-Narta, est devenu le symbole de cette mobilisation. Mais la « révolution des flamants roses », comme elle est désormais surnommée, dépasse largement la défense d'une espèce, d'un site naturel ou même d'un projet de développement particulier. Elle cristallise des revendications plus profondes liées à la

représentation politique, à la distribution du pouvoir et à l'avenir de la démocratie albanaise.

C'est aussi pourquoi cette mobilisation dépasse les frontières de l'Albanie. À un moment où le pays est largement considéré comme l'un des candidats les plus avancés dans le processus d'élargissement de l'Union européenne (UE), ces manifestations soulèvent des questions délicates sur la compatibilité entre développement économique, stabilité politique et respect des normes démocratiques. En ce sens, la « révolution des flamants roses » ne concerne pas seulement l'Albanie : elle interpelle également l'Europe.

## Des flamants roses à la politique

L'élément déclencheur immédiat de ces manifestations a été l'approbation de projets touristiques de luxe sur l'île de Sazan et à Zvërnec, qui font partie du lagon de Vjosa-Narta au sens large. Les deux zones font partie d'un **écosystème méditerranéen critique** abritant une biodiversité extraordinaire, notamment des flamants roses, des phoques moines et des tortues caouannes. Les opposants estiment que les récentes modifications de la législation albanaise sur les aires protégées ont affaibli des garde-fous environnementaux existant de longue date et facilité des aménagements qui auraient auparavant été impossibles. Loin d'être isolés, ces changements s'inscrivent dans une réorientation plus large des politiques publiques visant à favoriser les grands projets d'investissement au moyen de dispositifs réglementaires exceptionnels.

Au cœur de cette stratégie se trouve le statut d'« investisseur stratégique », un mécanisme juridique conçu pour attirer les capitaux étrangers en offrant aux investisseurs sélectionnés des procédures administratives accélérées, un accès privilégié aux infrastructures publiques et diverses formes de soutien de l'État, notamment en matière foncière. Ce dispositif confère également au pouvoir exécutif une marge de manœuvre considérable. Il autorise notamment l'expropriation de propriétaires privés au nom de l'intérêt public lorsqu'un investisseur stratégique ne parvient pas à conclure un accord avec les détenteurs des terrains concernés.

C'est dans ce cadre que le projet soutenu par le fonds Affinity Partners de Jared Kushner a obtenu, en janvier 2025, le **statut d'investisseur stratégique ainsi que les permis de construire nécessaires**. La décision a été prise à l'issue d'une procédure jugée opaque par ses détracteurs, malgré la sensibilité environnementale du site et l'existence de litiges fonciers non résolus. Le véhicule de développement du projet est par ailleurs enregistré *via* une structure de trust offshore aux Pays-Bas. La controverse est d'autant plus forte que le projet concerne l'une des zones les plus protégées et écologiquement sensibles du pays.

La région de Vjosa-Narta bénéficie d'un **statut de paysage protégé** depuis 2004, renforcé par la loi de 2017 sur les aires protégées. Toutefois, des amendements adoptés en 2024 ont assoupli les restrictions applicables aux constructions dans ces zones, ouvrant la voie à de nouveaux projets de développement. Dans ce contexte, l'autorisation accordée au projet de Jared Kushner a ravivé les inquiétudes quant à l'utilisation de la législation sur les investissements stratégiques dans des espaces à haute valeur écologique.

Pour de nombreux observateurs, cette affaire rappelle celle du **Théâtre national de Tirana**, démoli en 2020 après avoir été reclassé par le gouvernement malgré une forte mobilisation citoyenne, afin de permettre un projet de réaménagement urbain. Dans les deux cas, les opposants dénoncent un processus décisionnel où les protections juridiques peuvent être modifiées lorsque des intérêts de développement sont en jeu.

Le projet soutenu par Kushner est ainsi devenu la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Plus qu'une contestation d'un projet particulier, il a cristallisé un mécontentement croissant à l'égard d'un système dans lequel les grandes décisions d'investissement sont perçues comme étant négociées entre élites politiques et économiques, avec une transparence limitée et une faible participation des citoyens, tandis que les préoccupations environnementales et les intérêts des communautés locales sont relégués au second plan.

Le tournant est survenu lorsque des manifestants à Zvërnec ont été agressés par des agents de sécurité privée, tandis que les autorités semblaient peu disposées à intervenir. Pour de nombreux Albanais, cet incident a symbolisé un problème plus profond. La question n'était plus de savoir si un projet particulier devait se poursuivre. Elle est devenue celle de savoir si les institutions publiques servaient encore l'intérêt général. En quelques jours, **les manifestations se sont propagées** dans tout le pays. Les citoyens se sont mobilisés à Tirana, Durrës, Shkodër, Korçë, Elbasan et Vlorë. Les communautés albanaises de la diaspora ont organisé des événements de solidarité en Europe, en Amérique du Nord et en Australie. Lorsque la police a ensuite utilisé des canons à eau contre les manifestants dans la capitale, le mouvement n'a fait que s'amplifier. Plutôt que de reculer, **les manifestants sont revenus** avec des roses blanches, qu'ils ont offertes aux policiers, en appelant à la non-violence. Les slogans du mouvement ont évolué en conséquence. Ce qui avait commencé par « L'Albanie n'est pas à vendre » est devenu de plus en plus « Nouvelle Albanie ». Ce glissement traduit une transition de l'opposition à un projet spécifique vers une demande plus large de renouveau politique.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

## La crise de la représentation

La caractéristique la plus remarquable de la révolution des flamants roses est qu'elle ne s'oppose pas seulement au gouvernement, mais également à l'opposition traditionnelle. Contrairement à de nombreux mouvements de protestation antérieurs en Albanie, elle rejette à la fois le Premier ministre Edi Rama et le Parti démocratique de l'ancien Premier ministre Sali Berisha. Pour de nombreux manifestants, les deux principales forces politiques défendent désormais un même modèle politico-économique, malgré leurs rivalités affichées. Les projets liés à Jared Kushner ont renforcé cette perception, l'opposition ayant souvent semblé hésitante, voire favorable. Pour beaucoup, cela a confirmé l'absence d'alternatives politiques crédibles.

Cette situation a nourri une profonde crise de la représentation. Les manifestants dénoncent un système dominé par deux élites (l'une incarnée par Edi Rama, l'autre par Sali Berisha), dont l'affrontement masque un consensus plus fondamental sur la répartition du pouvoir et des ressources. Cette lecture explique en partie le caractère atypique du mouvement, largement horizontal et dépourvu de leadership centralisé. Organisé à travers des assemblées, des réseaux informels et des initiatives citoyennes, il se présente comme une mobilisation indépendante des partis.

Sa diversité sociale constitue également l'une de ses principales forces. Écologistes, féministes, étudiants, groupes religieux, conservateurs, membres de la diaspora et militants LGBTQ+ y participent aux côtés d'autres acteurs de la société civile. Malgré leurs différences, ils partagent un même constat : le système politique existant ne les représente plus adéquatement. Cette convergence au-delà des clivages traditionnels confère au mouvement son caractère singulier et une portée politique.

## Les limites du modèle de développement albanais

La révolution des flamants roses constitue également une réaction à un modèle de développement plus large qui a façonné l'Albanie depuis l'effondrement du régime communiste. Au cours des trois dernières décennies, les politiques de privatisation et de libéralisation économique ont favorisé la

croissance et attiré des investissements étrangers. Mais elles ont aussi contribué à concentrer le pouvoir économique entre les mains d'un nombre limité d'acteurs et à renforcer le sentiment que les bénéfices du développement sont inégalement répartis. Pour de nombreux citoyens, les principaux gagnants de cette transformation ont été les groupes les mieux connectés au pouvoir politique, tandis que les communautés locales ont eu peu d'influence sur les décisions concernant les biens publics, les ressources naturelles ou l'aménagement de leur cadre de vie.

Cette perception s'inscrit dans un contexte marqué par une insécurité économique persistante, des inégalités durables et une émigration de grande ampleur. Depuis la chute du communisme, **plus de 1,2 million d'Albanais ont quitté le pays**, soit l'équivalent de plus de 44% de la population actuelle. Cette hémorragie démographique fait de l'Albanie l'une des sociétés européennes les plus profondément affectées par l'émigration, un phénomène souvent interprété comme le symptôme d'un manque de perspectives économiques et politiques.

Les mobilisations actuelles puisent ainsi leur force dans une accumulation de frustrations qui dépasse largement les controverses liées à Zvërnec ou à l'île de Sazan. Les manifestants établissent des liens avec d'autres épisodes qui ont marqué le débat public ces dernières années : les projets contestés de réaménagement urbain à Tirana, la démolition du Théâtre national ou encore les grands projets touristiques développés sur le littoral avec une transparence et un contrôle environnemental jugés insuffisants.

Bien que ces dossiers présentent des spécificités différentes, nombre de citoyens y perçoivent une même logique : celle d'un système dans lequel des ressources publiques sont progressivement transformées en opportunités d'accumulation privée à travers des processus décisionnels opaques et faiblement redevables. Le **boom immobilier de Tirana** est devenu particulièrement emblématique de cette critique. Aux yeux de ses détracteurs, il illustre la concentration croissante des richesses, la transformation accélérée de l'espace urbain et l'exclusion des citoyens des choix qui façonnent l'avenir de leur ville.

Dans cette perspective, le projet soutenu par Jared Kushner apparaît moins comme une controverse isolée que comme le point de cristallisation d'un mécontentement accumulé au fil des années. Il a fourni un symbole concret autour duquel se sont agrégées des préoccupations plus profondes concernant les inégalités, la gouvernance et le contrôle démocratique des ressources collectives.

La réaction du gouvernement a renforcé ces dynamiques. Les responsables ont de plus en plus dépeint les manifestations comme étant manipulées de l'extérieur, **en invoquant une ingérence**

**étrangère**, une guerre hybride et des acteurs hostiles non identifiés. Les accusations formulées contre le mouvement visaient des publics différents. Les références à la Serbie cherchaient à mobiliser des sensibilités historiques et régionales, tandis que les allégations liées à l'antisémitisme ou aux origines religieuses de Jared Kushner semblaient davantage destinées à influencer les perceptions internationales. Par la suite, l'Iran a lui aussi été présenté comme une influence extérieure supposée derrière les manifestations. Pourtant, ces différents récits ont eu du mal à convaincre. En cherchant à attribuer la mobilisation à des acteurs étrangers, ils éludaient les préoccupations qui avaient initialement poussé les citoyens à descendre dans la rue. Pour la plupart des manifestants, les enjeux étaient avant tout internes : ils concernaient la redevabilité des institutions, les choix de développement du pays et la qualité de la représentation démocratique.

## **Le dilemme albanais de l'Europe**

La portée de la révolution des flamants roses dépasse ainsi largement le cadre de la politique intérieure albanaise. Le mouvement soulève des questions plus vastes sur l'avenir de l'élargissement de l'Union européenne (UE) et sur l'équilibre que celle-ci cherche à maintenir entre promotion des normes démocratiques et recherche de stabilité géopolitique.

L'Albanie est aujourd'hui largement considérée comme l'un des candidats les plus avancés du processus d'élargissement. Les institutions européennes ont régulièrement salué les progrès réalisés dans les domaines des réformes administratives, de l'État de droit et de l'alignement sur l'acquis communautaire. Pourtant, les manifestations mettent en lumière une tension plus profonde. Alors même que le pays avance sur la voie de l'intégration européenne, une partie croissante de la population exprime des inquiétudes concernant la concentration du pouvoir, la faiblesse des mécanismes de contrôle démocratique et l'influence disproportionnée d'intérêts économiques privilégiés sur les décisions publiques.

Cette situation pose une question délicate pour l'Union européenne : comment évaluer le succès du processus d'adhésion lorsque les progrès institutionnels coexistent avec un sentiment croissant de déficit démocratique au sein de la société ? La révolution des flamants roses suggère que la stabilité politique et les performances économiques, souvent mises en avant dans les évaluations de l'élargissement, ne suffisent pas nécessairement à garantir la confiance des citoyens dans leurs institutions.

En ce sens, le mouvement constitue non seulement un test pour la démocratie albanaise, mais aussi un rappel des défis auxquels l'Union européenne est confrontée lorsqu'elle cherche à

promouvoir simultanément stabilité, développement et participation démocratique dans son voisinage. À un moment où l'Union européenne a renouvelé son engagement géopolitique en faveur de l'élargissement, l'Albanie s'est imposée comme l'un des principaux candidats du cycle d'élargissement actuel aux yeux des principaux décideurs européens. La commissaire à l'élargissement Marta Kos a salué à plusieurs reprises les « progrès sans précédent » réalisés par la tête de file dans les négociations d'adhésion, la présentant, avec le Monténégro, comme l'un des candidats les plus susceptibles de rejoindre l'Union européenne lors de la prochaine vague d'élargissement. Le haut degré d'alignement de l'Albanie sur la politique étrangère de l'Union européenne, ainsi que son soutien constant aux positions occidentales sur les grands enjeux internationaux, lui ont également valu un capital politique considérable à Bruxelles et dans plusieurs États membres. Aux yeux de nombreux responsables européens, l'Albanie est progressivement devenue la preuve que l'élargissement demeure un instrument crédible de projection de stabilité, de sécurité et d'influence dans les Balkans occidentaux.

Pourtant, alors même que les négociations d'adhésion continuent d'avancer, de nombreux Albanais perçoivent un paradoxe au cœur de cette trajectoire européenne. La période qui a rapproché le pays de l'Union a également été marquée par des inquiétudes croissantes concernant la concentration des médias, l'opacité de certains projets d'aménagement urbain, l'affaiblissement des protections environnementales et la concentration du pouvoir au sein de l'exécutif. Dans cette perspective, la révolution des flamants roses ne remet pas seulement en cause les politiques du gouvernement ; elle interroge aussi l'hypothèse selon laquelle les progrès dans le processus d'adhésion conduiraient mécaniquement à un approfondissement de la démocratie.

Cette remise en question place l'Union européenne face à un dilemme de plus en plus visible. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie et le retour de la compétition géopolitique dans les Balkans occidentaux, la politique d'élargissement a accordé une importance croissante aux considérations stratégiques. Dans ce contexte, la stabilité est devenue une priorité renforcée. Mais cette priorité peut devenir problématique lorsqu'elle tend à reléguer au second plan les préoccupations liées à la qualité de la gouvernance démocratique.

Jusqu'à présent, la réaction des institutions européennes est restée prudente. La Commission européenne s'est essentiellement limitée à rappeler que l'Albanie devait respecter les normes environnementales de l'Union et ses obligations au titre de l'acquis communautaire. Plus récemment, la commissaire à l'élargissement Marta Kos a semblé reprendre la position du gouvernement albanais, indiquant que les autorités lui avaient assuré que le projet soutenu par Jared Kushner respecterait les standards européens.

Cette réserve s'explique en partie par l'absence d'une alternative politique clairement identifiable ainsi que par la volonté de préserver la dynamique des négociations d'adhésion. Néanmoins, elle a nourri chez certains manifestants le sentiment que Bruxelles est davantage disposée à dialoguer avec les gouvernements qu'à répondre aux préoccupations exprimées par la société civile. La révolution des flamants roses soulève ainsi une question plus fondamentale : celle d'un processus d'élargissement qui paraît parfois plus attentif à la coopération avec les autorités en place qu'à l'état réel de la démocratie dans les sociétés candidates.

Pour la France, ce dilemme revêt une dimension particulière. Le président Emmanuel Macron a investi un **capital politique important** dans le renforcement de la relation franco-albanaise, tandis qu'Edi Rama s'est imposé comme l'un des interlocuteurs privilégiés de Paris dans les Balkans occidentaux. Dans une région souvent marquée par l'instabilité politique, l'Albanie est apparue aux yeux de nombreux responsables français comme un partenaire fiable et prévisible, ce qui a contribué à consolider le soutien de la France à son parcours européen.

Cette proximité explique sans doute la prudence observée jusqu'à présent. Malgré l'ampleur des manifestations et les interrogations qu'elles soulèvent en matière de gouvernance, de protection de l'environnement et de redevabilité démocratique, Paris s'est gardée de toute prise de position publique significative. Or, ce qui peut apparaître depuis Paris comme une forme de diplomatie mesurée peut être perçu différemment à Tirana. À mesure que la contestation s'intensifie, la France court le risque d'être associée à un ordre politique que de nombreux manifestants remettent explicitement en question. Une telle perception pourrait, à terme, affaiblir son influence auprès des segments de la société albanaise les plus favorables à l'intégration européenne et les plus attachés aux valeurs démocratiques que l'Union prétend promouvoir.

Il ne s'agit pas seulement d'une question d'image. Cela touche à la crédibilité plus large de l'approche française des Balkans occidentaux et, par extension, du processus d'élargissement de l'UE lui-même. Si le soutien européen est perçu comme inconditionnel, quelles que soient les préoccupations démocratiques internes, la distinction entre soutenir un pays et soutenir ses dirigeants en place devient de plus en plus floue.

Le défi pour Paris n'est donc pas de savoir s'il faut soutenir l'avenir européen de l'Albanie. Il s'agit plutôt de savoir comment concilier ce soutien avec les aspirations démocratiques exprimées par de nombreux citoyens albanais.

## Conclusion

Les perspectives de changement politique à court terme demeurent incertaines. Edi Rama paraît peu susceptible de quitter le pouvoir de son plein gré, tandis que les nouvelles forces politiques continuent de se heurter à d'importants obstacles structurels. Même dans l'hypothèse d'une alternance, les partis établis conserveraient des avantages institutionnels, financiers et organisationnels considérables.

Toutefois, l'importance de la révolution des flamants roses ne se mesure pas uniquement à sa capacité à produire des résultats politiques immédiats. Sa contribution la plus durable réside peut-être ailleurs : dans l'émergence d'un nouvel imaginaire civique. Le mouvement a rapproché des groupes sociaux qui coopèrent rarement, favorisé de nouvelles formes de solidarité et élargi le champ de ce que de nombreux citoyens considèrent désormais comme politiquement possible.

Le slogan de la « Nouvelle Albanie » exprime cette aspiration. Il ne constitue pas encore un programme politique cohérent ni une alternative institutionnelle clairement définie. Mais il traduit une volonté croissante, au sein de larges segments de la société, de penser l'avenir du pays au-delà des clivages, des réseaux de pouvoir et des pratiques politiques qui dominent la vie publique depuis plusieurs décennies.

Dans cette perspective, la question de savoir si les projets liés à Jared Kushner seront finalement abandonnés, modifiés ou réalisés pourrait s'avérer moins déterminante que l'éveil politique qu'ils ont suscité. La révolution des flamants roses a déjà transformé un conflit portant sur l'aménagement du territoire et l'investissement étranger en une réflexion plus profonde sur la démocratie, la représentation et le modèle de société que les Albanais souhaitent construire.

Cette évolution comporte également une leçon pour l'Europe. L'élargissement ne peut être réduit à un processus technocratique fondé sur l'adoption de normes, l'ouverture de chapitres de négociation ou l'alignement réglementaire. Il repose aussi sur la légitimité démocratique, la participation citoyenne et la confiance dans les institutions.

Au fond, la question soulevée par la révolution des flamants roses n'est pas seulement de savoir si l'Albanie est prête à rejoindre l'Union européenne. Elle est aussi de savoir si l'Union européenne est prête à entendre les voix de citoyens qui, tout en se réclamant de l'Europe, contestent les formes de pouvoir et les modèles de gouvernance qui se sont imposés au nom de la stabilité. C'est dans cette tension entre stabilité et démocratie que se joue aujourd'hui une part essentielle de l'avenir européen de l'Albanie.

1. Experte sur l'Albanie et les Balkans occidentaux, elle a un intérêt particulier pour les questions liées à l'État de droit, la captation de l'État, le recul démocratique et la vie électorale.
2. Il est également secrétaire général adjoint au Centre franco-autrichien pour le rapprochement en Europe et chercheur associé à l'Institut français des relations internationales.